

Mercredi 20 Mars 1872

PAIX DU NUMÉRO : — DÉPARTEMENTS : 15 CENTIMES.

Les Manuscrits ne seront pas rendus

RÉDACTION : PARIS, RUE MONTMARTRE, 123

Directeur politique : LÉON DÉTROYAT

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

France

Versailles, 19 mars.

Les avis des départements constatent que le plus grand calme a régné partout dans la journée d'hier.

Préau de Wedel, condamné à mort dans l'affaire de l'assassinat de Gustave Chaudry, a été exécuté ce matin.

Autriche

Vienne, 18 mars.

Le comité constitutionnel, sur la demande de son président, a repris la discussion de la question relative à la révision de la constitution, et a adopté une proposition portant que cette révision aura lieu de cinq en cinq ans.

Italie

Rome, 18 mars.

Le pape a reçu aujourd'hui le grand-duc de Bade.

Le prince et la princesse de Galles sont attendus vers le 25 mars.

Constantinople, 18 mars.

Un incendie a détruit, près des Dardanelles, le bâtiment français le *Méandre*, se rendant à Salonique.

Le *Turquie* dément le bruit qui a couru à Paris de l'intention qu'aurait le gouvernement ottoman de réduire la flotte turque de 500 à 31200.

Le même journal dit que la Porte a résolu de renoncer au système des gros emprunts et de chercher à équilibrer le budget à l'aide des ressources existantes.

PARIS, MARDI 19 MARS 1872

LE BULLETIN POLITIQUE

Le *Journal officiel* donne communication au public de la dénonciation du traité de commerce, notifiée au gouvernement britannique, le 15 courant, par notre ambassadeur à Londres. C'est là un événement dont l'importance véritable et les conséquences ont été envisagées ici même. Nous ne reviendrons sur ces appréciations que pour faire observer la concordance de vœux et d'opinions entre les journaux qui, en France comme en Angleterre, sont les organes les plus autorisés de la partie modérée et éclairée de la nation. Les uns et les autres reconnaissent également que la dénonciation peut devenir en fait une simple formalité bien plus utile que nuisible, destinée à corriger les erreurs reconnues par tout le monde dans le traité de 1860, si l'on a la sagesse d'employer l'année de grâce qui expirera le 15 mars 1873 à combiner des modifications strictement mesurées aux exigences libérales des nouvelles relations internationales, au moins autant qu'aux nécessités économiques créées par la guerre de 1870. Mais aurait-on cette sagesse?

Quoi qu'il en soit, la dénonciation n'a pu se faire sans un échange de documents dont la publicité intéresse le pays tout entier. Il n'est pas indifférent, nous avons à peine besoin de le dire, de savoir dans quels termes elle a été présentée et dans quels termes elle a été acceptée. Cette divulgation nous révèle mieux que les commentaires télégraphiques et les interprétations divergentes de la presse n'ont pu le faire jusqu'ici, l'impression produite sur le cabinet anglais par les propositions de notre gouvernement. Quant aux intentions de ce dernier, nous avons des sources d'informations plus complètes dans les déclarations officielles faites à maintes reprises par le chef du pouvoir exécutif et le langage des journaux plus ou moins officiels qui lui ont fait écho.

Mais le langage précis, mis d'ordinaire en usage pour conclure des affaires aussi graves que la dénonciation commerciale, laisse peu de place aux faux-fuyants. Les deux gouvernements avaient de plus tout intérêt à pénétrer et à approfondir leurs intentions mutuelles, pour s'assurer s'ils ne préjugeaient point l'avenir tout en ne formalisant, en apparence, qu'une simple notification.

L'honorable M. Johnston a porté hier cette question à la tribune, au cours de la discussion sur le budget. Il a demandé que le Gouvernement ne mit aucun retard dans la production des documents relatifs à la dénonciation, et il a signalé en même temps une omission qui, si elle était volontaire, serait regrettable et porterait atteinte à la souveraineté de l'Assemblée. On n'a pas distribué jusqu'ici de livre bleu aux députés, contrairement aux habitudes parlementaires des autres pays.

Nous devons remarquer que sur le premier point, au moins, les reproches de M. Johnston étaient prématurés. L'honorable ministre des affaires étrangères, bien loin de se refuser au nom du Gouvernement à la production des documents diplomatiques, a dit qu'il n'avait point jugé nécessaire de la faire tandis que les négociations étaient encore en suspens. Mais aujourd'hui qu'il l'officiel a parlé, ces raisons ont disparu.

Une note communiquée à la *Gazette de France* donne le démenti aux divers commentaires qui avaient circulé sur la formation de la nouvelle fraction parlementaire connue sous le nom de *droite modérée*. D'après l'inspiration un anonyme de la *Gazette*, ce groupe modéré serait tout à fait digne de ce nom ; et bien loin de faire le schisme monarchique dont certains journaux, plus malins que mal intentionnés, l'avaient cru capable, il serait au contraire destiné à cimenter la fusion. Nous sommes obligés de croire la *Gazette* sur parole, et pour cause.

Les élections des Cortès, en Espagne, paraissent refléter la confusion de parties que nous avons déjà signalée dans ce malheureux pays toutes les fois qu'il nous a été donné d'en parler. Le maréchal Esparrago, qui, suivant les dernières nouvelles, fait cause commune avec les *unionistes* ralliés soudainement à la dynastie, refuse toute candidature et fait écrire par son neveu, M. Montesimo, à la *Correspondencia* de Madrid qu'il renonce désormais à la vie publique.

QUESTION DU JOUR

L'ALLEMAGNE, L'ITALIE, LA RUSSIE

Quelques feuilles allemandes, et, parmi elles le *Wanderer* et la *Gazette de Spener*, affirment avec une certaine solennité que l'alliance défensive entre l'Allemagne et l'Italie est un fait accompli, et qu'on négocie à Saint-Petersbourg pour obtenir l'adhésion de la Russie à ce traité. Ce serait contre l'Autriche bien plus que contre la France que cette alliance serait dirigée. Ces nouvelles, qui nous arrivent de Berlin, sont démenties par le *Journal d'Italie*. Devons-nous y ajouter foi? Si elles ne sont pas vraies, elles sont au moins logiques ; elles sont la conséquence de la politique ambitieuse de M. de Bismarck.

Quel est, en effet, le but du chancelier de l'Allemagne du Nord?

Former l'unité allemande et faire de l'Allemagne une puissance maritime de premier ordre. La guerre du Danemark n'a été que la préface d'une œuvre que la

guerre de 1866 et celle de 1870-71 ont consommée moralement et dont la Prusse ne peut manquer de chercher à retirer le plus promptement possible tous les avantages matériels qui en découlent.

Pour atteindre le premier but, il lui faut les neuf millions d'Allemands qui peuplent encore les archiduchés d'Autriche. Pour atteindre le second, il lui faut la Hollande, l'Anvers et le port sur la Méditerranée qui met l'Allemagne, par le tunnel de Saint-Gothard, en communication directe avec l'extrême Orient. Il n'est donc pas étonnant que M. de Bismarck cherche à avoir pour auxiliaires la Russie et l'Italie sur le continent. Mais comme il faut compter avec l'Angleterre, le conseiller du roi Guillaume a songé aux États-Unis pour la maintenir. On a fait revivre la question de l'*Alabama*, et au moyen de cette diversion la Hollande et l'Anvers tomberaient sans trop d'efforts dans les griffes de l'aigle prussienne.

La Russie et l'Italie ont-elles intérêt à prêter la main à ces combinaisons aventureuses? De la sorte, la mer Baltique et la mer du Nord deviendraient des mers prussiennes, et Cronstadt n'existerait plus. La Prusse offrirait sans doute Constantinople à son allié ; la mer Noire serait dès lors une mer russe. L'empire du nord formerait ainsi l'empire d'Orient ; l'Allemagne serait l'empire d'Occident. Mais, dans tout cela, que deviendrait l'Italie? Une petite puissance de second ordre avec la France et l'Espagne, avec l'Autriche qui formerait un petit royaume de Hongrie, avec l'Angleterre, réduite à l'état de colonie américaine. Il n'y aurait plus au monde que trois puissances de premier ordre : l'Allemagne, la Russie, les États-Unis.

L'Italie a-t-elle bien réfléchi aux conséquences d'une alliance avec la Prusse? Pour nous, qui avons appris dans l'histoire que les trop grands succès ont toujours perdu les conquérants, et que tous les peuples ont été tour à tour victorieux et vaincus ; pour nous, qui avons foi dans l'avenir de la France, nous ne saurions tout conseiller à l'Italie de tout prévoir et de ne rien oublier. Nos étendards aux trois couleurs qui se confondent, ont bravé ensemble la mitraille autrichienne et préparé l'indépendance italienne. Français et Italiens, nous sommes de la même race, ennemi de la race du Nord, victorieux aujourd'hui, mais qui sera peut-être vaincu demain. La France sera forte bientôt ; elle est l'alliée naturelle de l'Italie. Restons unis aux mauvais jours, pour nous retrouver unis aux jours de gloire et de puissance. La Russie ne se laissera pas non plus égarer, il faut l'espérer, par des projets chimériques.

Donc, jusqu'à nouvel ordre, nous croyons, comme notre confrère *l'Italie*, que rien n'est définitivement conclu. C'est dans cette conviction que nous trouvons un nouveau motif de blâmer de la façon la plus énergique des hommes qui, n'écouter que leurs passions personnelles, songent à engager la France, encore envahie, dans des questions qui peuvent gagner funestement l'Italie à la cause de l'Allemagne.

Nous comptons sur l'énergie du gouvernement et sur le patriotisme de l'Assemblée pour nous préserver de pareils dangers.

LÉON DÉTROYAT.

Nous recevons la dépêche suivante :

« Londres, 19 mars.

« Le meeting de l'Internationale, pour célébrer l'anniversaire de l'établissement de la Commune à Paris, n'a pas eu lieu, le propriétaire de la salle où devait se tenir cette réunion en ayant fermé la porte. »

LETTRES DE VERSAILLES

Séance de la Chambre.

18 mars.

Les funérailles du regretté préfet de Seine-et-Oise, l'honorable M. Cochon, sont le triste événement du jour. Vos reporters vous en ont donné la physionomie, et les détails s'en sont passés une seule impression. En dehors du personnel officiel, du ministère au grand complet, et des amis politiques que le défunt comptait sur les bancs de la Chambre, un immense concours de députés de toute opinion, des journalistes de tout drapeau et des personnes de toute classe accompagnait à sa dernière demeure l'homme de bien, à l'esprit libéral, dont les vertus privées et les relations cordiales gagnaient les sympathies qu'une opposition radicale d'idées avait semé parfois éloigner de lui. Le Président de la République, que nous avons remarqué derrière la cathédrale, nu-tête sous la pluie, a tenu la tête du cortège de la maison mortuaire à l'église Saint-Louis, où une messe en musique, simple, solennelle, a été officieusement par l'évêque de Versailles.

En séance publique, peu d'animation : l'ordre du jour appelle la discussion sur le chapitre XLIII du budget du ministère des finances, auquel on s'était arrêté.

L'honorable M. Raudot demande de ce chef une réduction de 246 000 fr., c'est-à-dire un retour au chiffre de 1860. Depuis cette époque, nous avons perdu des territoires, et cependant les prévisions budgétaires n'ont pas diminué ; il est temps, suivant l'orateur, de les conformer aux besoins réels de la magistrature.

Le système de M. Raudot est soutenu par l'honorable M. Foubert, mais combattu par le ministre des finances, qui se trouve d'accord avec la commission du budget pour déclarer l'opportunité de toute mesure générale tendant à introduire dans la position des fonctionnaires des changements aussi considérables que ceux qu'entraîneraient forcément les réductions demandées par M. Raudot.

A l'amendement de M. Raudot, qui soutient la nécessité des économies avec l'énergie et la vigueur qui lui sont propres, l'honorable M. Guichard joint un amendement analogue ; mais, au lieu de fixer un chiffre d'ensemble pour les réductions à opérer, il indique une réduction spéciale pour chaque traitement. Après une observation présentée par le rapporteur, M. de la Bouillerie, qui demande le renvoi de ces diverses propositions à la commission administrative, non moins intéressée que la commission des finances à l'organisation de la cour des comptes, l'Assemblée vote le renvoi à la presque unanimité.

La discussion est interrompue à ce moment par le dépôt fait par l'honorable M. Carayon-Latour, d'un projet de loi ayant pour objet d'acquiescer les engagements de la France envers l'Allemagne et d'obtenir la délivrance du territoire. En voici le texte :

Art. 1^{er}. — Il est prélevé une contribution extraordinaire de 3 0/0 sur le montant de toutes les valeurs mobilières et immobilières françaises ou appartenant à des Français.

Art. 2. — Cette contribution extraordinaire sera payée en dix annuités portant intérêt à 5 0/0 ; toutefois les contribuables auront le droit de se libérer par des versements anticipés, à l'époque qui sera la plus à leur convenance.

Art. 3. — L'évaluation de la propriété immobilière sera obtenue en multipliant par 25 le montant du revenu cadastral ; l'évaluation de la rente et des valeurs de toute nature cotées à la Bourse sera faite d'après le cours du 1^{er} mars 1872.

Art. 4. — Le montant des capitaux placés ou engagés à quelque titre que ce soit, et dont la valeur ne sera pas publiquement connue, sera établi sans contrôle sur la déclaration des particuliers.

Art. 5. — Des commissions spéciales, dont la composition sera ultérieurement fixée, seront chargées de recevoir ces déclarations.

L'Assemblée, consultée, prononce l'urgence.

M. le président propose le renvoi à la commission du budget.

M. Benoist d'Azy, président de la commission du budget, s'y oppose, par la raison que des propositions du même genre lui ont été adressées de tous les points du territoire, et qu'il sera temps de s'en occuper lorsque le gouvernement présentera à ce sujet un travail d'ensemble. Quant à la commission du budget, elle poursuit son travail sans relâche, et il y aurait utilité à ce qu'elle n'en fût détournée par aucune proposition accessoire.

M. Carayon-Latour dit que sa proposition a pour objet de supprimer une partie des impôts proposés. Il ne s'oppose pas au renvoi à une commission spéciale. (Au budget ! au budget !)

M. le président dit que, l'urgence ayant été déclarée, la proposition sera renvoyée aux bureaux.

M. Philippoteaux dépose une proposition ayant le même but, et il demande le renvoi à la même commission.

L'urgence est déclarée.

Il ne sera nommé qu'une seule et même commission pour les deux propositions.

La discussion du budget est reprise au chapitre 16 (traitements et émoluments des trésoriers-payeurs généraux et receveurs des finances). Le ministre des finances pousse un amendement introduit par l'honorable M. de Courcelle, par les mêmes raisons invoquées précédemment contre les réductions demandées par M. Raudot. Ce n'est pas, dit-il, au cours de la discussion, sans une entente préalable avec la commission et le gouvernement, que de telles réformes peuvent se discuter et se voter. L'honorable M. Buffet, qui continue aujourd'hui son rôle d'avocat officieux du ministère des finances, appuie les paroles de M. de Courcelle avec sa compétence ordinaire. Suivant lui, il y a une réforme bien plus importante que les réductions demandées, c'est la suppression des douzièmes provisoires : on ne peut l'obtenir qu'en votant d'abord l'exercice du budget.

Les questions incidentes participent à l'influence de la saison. Elles pleuvent comme les giboulées, qui nous ont si bien rappelés aujourd'hui que nous étions au mois de mars et que le 20 n'était pas loin.

L'honorable M. Claude interroge le ministre des finances, fort tracassé dans son intérêt, sur la situation des quatre-vingt-dix percepteurs alsaciens et lorrains, qui attendent encore d'être placés. L'Assemblée passe à l'ordre du jour, malgré les observations de M. Keller, qui appuie les paroles de son collègue.

M. Charles André proteste à cette occasion contre un décret de 1872, qui supprime les percepteurs des chefs-lieux d'arrondissement qui ne sont arrivés à leurs fonctions qu'après une longue carrière, tandis que les receveurs particuliers sont maintenus.

Les chapitres suivants, jusqu'au chapitre 73, sont votés presque sans discussion, et les amendements de l'fatigable M. Raudot repoussés à chaque fois.

Ici se place une nouvelle question adressée par l'honorable M. Johnston au ministre des finances, au sujet de la dénonciation du traité de commerce.

M. JOHNSTON. — Nous avons appris par les journaux étrangers que le traité de commerce a été dénoncé vendredi dernier. En agissant ainsi, le gouvernement a usé d'un droit incontestable ; mais cette dénonciation a été précédée sans doute de négociations sur lesquelles la Chambre a besoin d'être éclairée.

Le gouvernement compte-t-il déposer sur le bureau des documents diplomatiques, qui permettront d'apprécier les négociations, ou, persistant dans la voie où il s'est déjà engagé, n'a-t-il l'intention de laisser l'Assemblée et le pays dans l'ignorance de ses propres affaires? (Approbation sur un certain nombre de bancs.)

L'orateur, en terminant, signale cette curieuse anomalie, que dans les pays où les pouvoirs sont divisés il existe un Livre bleu, et que dans ceux où les Assemblées sont souveraines, il n'y a rien de pareil. (Nouvelle approbation.)

M. le ministre des affaires étrangères s'élève contre l'observation de l'honorable préopinant.

Les Consolidés sont arrivés avec 1/8 de baisse.

D'ANGLAIS.

LES TÉLÉGRAMMES

DE DEUX HEURES

Constantinople, 18 mars.

Le budget de l'Empire ottoman, pour l'année 1872, constate que les dépenses s'élèvent à 21,404,450 livres et les recettes à 20,637,210 livres, soit, comparativement à l'exercice 1871, une réduction de 1,300,885 livres sur les dépenses et une augmentation de 1,436,385 livres sur les recettes.

Le Havre, 18 mars.

On a reçu ici l'avis que le steamer *Tenorio*, de la Compagnie hambourgeoise-américaine, était arrivé à Saint-Thomas à la date du 15 mars. (Agence Havas.)

Le budget de 1873 sera déposé, dit-on après les vacances d'avril.

Les différentes dépêches reçues au ministère de l'intérieur, et venant des grandes villes de France : Lyon, Marseille et Bordeaux, annoncent que l'anniversaire du 18 mars n'a été cause d'aucun trouble, comme on pouvait le craindre.

La police avait pris d'ailleurs toutes ses mesures pour réprimer les tentatives insurrectionnelles. On ne signale que très peu d'arrestations : aucune assez importante pour être relatée.

Voici le résultat des élections au conseil général, qui ont eu lieu hier dans différents cantons :

Canton de Guemencé (Morbihan) : a été élu, M. Hamon Duplessis, candidat conservateur.

Canton de Hondschote (Nord) : a été élu, M. Gando.

Un brick anglais, *Corsair* de *Sunderland*, portant une forte charge de charbon, a échoué hier à l'entrée du Tréport, sur les côtes de la Normandie.

L'équipage tout entier a pu être sauvé.

On nous télégraphie de Versailles que le projet de loi Victor Lefranc paraît complètement abandonné par le ministre de l'intérieur.

nant, auquel il a répondu qu'il était tout prêt à communiquer à la Chambre les documents qui pouvaient l'intéresser.

Les négociations dont il s'agit ayant atteint non pas précisément leur terme, mais le terme d'une première phase, il est convenable de publier toutes les pièces qui s'y rapportent. (Très bien !)

M. le ministre profite de cette occasion pour demander que le projet de loi relative à une convention postale entre l'Allemagne et la France, qu'il a déposée hier, soit mis à l'ordre du jour de demain.

La faveur qu'il demande s'explique par ce fait que cette convention, si elle était approuvée, prendrait date du 1^{er} mai prochain, et que la prorogation prochaine de l'Assemblée exige une décision prompt. (Adhésion.) Le projet sera distribué demain dans les bureaux. (Oui ! oui !)

La séance finit par le vote des chapitres du budget des finances. On vote ensuite le budget sur les ressources spéciales, s'élevant à 111 millions 800,000 fr. ; l'ensemble est adopté à la majorité de 647 voix contre 2.

UN ABUS

DANS L'ÉMISSION DES OBLIGATIONS DU CRÉDIT FONCIER

par l'intermédiaire des receveurs généraux

Nous avons eu l'occasion de faire connaître les abus qui résultent du mode d'émission adopté pour les obligations du Crédit foncier.

Cette émission a exclusivement lieu par l'intermédiaire des receveurs généraux, des receveurs particuliers et des percepteurs ; et, grâce aux commissions énormes allouées à ces agents pour stimuler leur zèle, le Crédit foncier s'est créé une clientèle considérable.

Nous n'avons pas à examiner si ces placements, opérés ainsi par ces fonctionnaires, en venant en concurrence avec ceux des bons du Trésor et des fonds publics, ne sont pas de nature à nuire aux intérêts de l'État ; mais ce que, du moins, on a le droit de demander, c'est que les choses se passent régulièrement, que le Crédit foncier ne profite pas de la faveur qui lui est faite pour exiger des prix abusifs de ses valeurs, et qu'il ne puisse pas s'affranchir de tout contrôle en se refusant à les laisser coter sur la cote authentique, comme cela se pratique pour la Rente, pour les obligations de Chemins de fer et autres.

L'absence de constatation officielle des cours a eu jusqu'ici les plus graves conséquences ; elle a livrée les négociations de ces obligations, dans la France entière, à l'arbitraire le plus complet.

En effet, les prix exigés par les receveurs généraux sont non-seulement beaucoup plus élevés qu'à Paris, sur le marché libre, ainsi que cela a été constaté, mais on nous signale encore un autre abus qui est d'une nature bien plus grave.

On sait qu'il n'est pas d'usage chez nous, comme en Allemagne, de déduire du prix principal des fonds publics, actions ou obligations, les intérêts courus depuis l'échéance du dernier coupon jusqu'au moment de la négociation, ce qui serait cependant plus rationnel et plus simple.

En France, les intérêts sont compris dans le prix principal, lequel s'augmente insensiblement, dans le courant de chaque semestre, du montant du coupon à toucher à son expiration, pour s'abaisser, d'une somme égale, au moment où ce coupon est détaché.

Ainsi, pour nous en tenir aux obligations 5 0/0 du Crédit foncier, leurs coupons d'intérêt se payent le 1^{er} novembre et le 1^{er} mai de chaque année, à raison de 12 fr. 50 c. par semestre.

De sorte que, si, au 1^{er} novembre dernier, ces obligations étaient cotées 450 fr., par exemple, leur prix devra s'augmenter

de statuer sur les *errata* et les réclamations à insérer dans le troisième volume.

La commission du 9 septembre se réunit aujourd'hui extraordinairement.

M. le comte Benoist d'Azy va déposer un rapport sur le budget du ministère des affaires étrangères.

Les députés de la Seine ont eu hier une entrevue avec le ministre intérimaire des finances, au sujet de l'indemnité de guerre payée par la ville de Paris. Le ministre a promis de s'occuper activement de leur réclamation.

Le budget de 1873 sera déposé, dit-on après les vacances d'avril.

Les différentes dépêches reçues au ministère de l'intérieur, et venant des grandes villes de France : Lyon, Marseille et Bordeaux, annoncent que l'anniversaire du 18 mars n'a été cause d'aucun trouble, comme on pouvait le craindre.

La police avait pris d'ailleurs toutes ses mesures pour réprimer les tentatives insurrectionnelles. On ne signale que très peu d'arrestations : aucune assez importante pour être relatée.

Voici le résultat des élections au conseil général, qui ont eu lieu hier dans différents cantons :

Canton de Guemencé (Morbihan) : a été élu, M. Hamon Duplessis, candidat conservateur.

Canton de Hondschote (Nord) : a été élu, M. Gando.

Un brick anglais, *Corsair* de *Sunderland*, portant une forte charge de charbon, a échoué hier à l'entrée du Tréport, sur les côtes de la Normandie.

L'équipage tout entier a pu être sauvé.

On nous télégraphie de Versailles que le projet de loi Victor Lefranc paraît complètement abandonné par le ministre de l'intérieur.

Bourse du 19 Mars	Précéd.	Premier	Plus	Dernier	OBLIGATIONS	Précéd.	Dernier	Haus-
3 0/0	55 75	55 75	55 80	55 77 1/2	Départ. de la Seine.	215 75	217 50	1
4 1/2 0/0	55 82 1/2	55 82 1/2	55 85	55 77 1/2	Vill. de 1855-1860.	318	317 50	5
5 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	332 50	2
6 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1869.	332 50	332 50	2
7 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1871 lib. lib.	337 50	337 50	2
8 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1871 lib. lib.	337 50	337 50	2
9 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	1000 fr. 3 0/0.	468 75	468 75	5
10 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	500 fr. 4 0/0.	468 75	468 75	5
11 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	500 fr. 3 0/0.	468 75	468 75	5
12 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	400 fr. 3 0/0.	468 75	468 75	5
13 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	300 fr. 3 0/0.	468 75	468 75	5
14 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	200 fr. 3 0/0.	468 75	468 75	5
15 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Bourbonnais 3 0/0.	76 25	76 25	5
16 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Méditerranée 3 0/0.	287	287	5
17 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1866.	330 50	330 50	5
18 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Nord.	330 50	330 50	5
19 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Orléans.	330 50	330 50	5
20 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Grand-Central.	330 50	330 50	5
21 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Lyon-Genève.	330 50	330 50	5
22 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Lyon.	330 50	330 50	5
23 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Genève-Moût.	330 50	330 50	5
24 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Genève-Moût.	330 50	330 50	5
25 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Mid.	330 50	330 50	5
26 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Vendée.	265	265	5
27 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Charentes.	265	265	5
28 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Creuse.	265	265	5
29 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Loire-Inf.	265	265	5
30 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Dauphin.	265	265	5
31 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Médoc.	265	265	5
32 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Victor-Emmanuel.	265	265	5
33 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Lombard et S-Aut.	265	265	5
34 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Saragose.	265	265	5
35 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	265	265	5
36 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Suez.	406 25	406 25	5
37 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Saragose-Pampel.	171 50	171 50	5
38 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	171 50	171 50	5
39 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Portugal.	153 75	153 75	5
40 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Ville de Bruxelles.	109	109	5
41 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	109	109	5
42 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Ville de Lille 3 0/0.	83 50	83 50	5
43 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Soc. gén. Omnibus.	330 50	330 50	5
44 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
45 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Roubaix-Tourcoing.	80 50	80 50	5
46 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Comp. Irrigations.	103 25	103 25	5
47 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Comp. Irrigations.	103 25	103 25	5
48 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Lits militaires.	490	490	5
49 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	DIVERSES			
50 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Emp. Egyptien 1863.	87	87	5
51 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	Ville de Marseille.	330 50	330 50	5
52 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
53 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
54 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
55 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
56 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
57 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
58 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
59 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
60 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
61 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
62 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
63 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
64 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
65 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
66 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
67 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
68 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
69 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
70 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
71 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
72 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
73 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
74 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5
75 0/0	55 80	55 80	55 85	55 80	— 1865.	330 50	330 50	5

de la Bonne et de la rue Fontenelle, un groupe s'est amassé devant une maison dont les murs décolorés portaient encore les inscriptions tracées par les communards qui l'ont occupée. Nous en défilions quelques-uns, qui ne sont autres que de grossières insultes contre le brave commandant Franchetti. Un ouvrier se détache et les grates avec son couteau.

De Montmartre à Belleville, c'est-à-dire à la Chapelle et à la Villette, tout a été parfaitement tranquille; seuls quelques groupes inoffensifs rappelaient que c'était un anniversaire.

Un vieillard montait à un passant le 10 de la rue de Clignancourt; c'est là que son fils a été tué. La lutte a dû être rude par là; la maison est criblée de balles, ainsi que l'école communale qui fait l'angle de la rue et que l'on répare en ce moment. Au nouveau 64 de la rue Doudeauville, un gamin attaché au drapeau tricolore sur une des poutres de la maison, qui a été totalement brûlée, et se sauve en criant : « Aux patrons de la rue Riquet ! » Les patrouilles de la rue Riquet sont saint Antoine, saint Pierre et saint Joseph, qui servent d'enseignes à un hôtel meublé dont un des corps de bâtiment est criblé de balles, et l'autre complètement incendié.

Enfin aux buttes Chaumont, plus de deux cents personnes se promènent en silence, se dirigeant presque toutes vers les trous immenses où ont été déposés les cadavres des fédérés. Pas un cri, pas une manifestation. On entend s'entretenir de ce silence, la voix enrouée d'une petite fille qui tient une brochure à la main et crie à tue-tête :

— Demandez la Nouvelle Calédonie en 1872, à l'usage de ceux qui ont envie d'y aller.

Tout le monde en achète.

LES 210 MILLIONS

Le conseil municipal semble porter le plus vif intérêt au remboursement par l'Etat des 210 millions que Paris a versés entre les mains des Prussiens.

Quand le préfet assiste aux séances, il se produit chaque fois un petit incident relatif à cette affaire. Les membres du conseil le pressent tout à tour de régler au plus tôt ce débat avec M. Thiers. Déjà, une première fois, une députation du conseil s'était rendue à Versailles auprès du président de la République, mais sans avoir pu obtenir une réponse définitive.

Hier encore, une nouvelle députation s'est rendue chez M. Thiers, et le conseil espère obtenir, dans un bref délai, la restitution de ce somme, sinon en capital, au moins en intérêt, de 10 millions 1/2.

Une partie de cet intérêt serait employée à équilibrer le budget en couvrant le déficit de 7,500,000 fr., et les 3 millions restant seraient à verser aux bons destinés à payer les 70 millions d'indemnités dus aux incendies de la Commune. Ces bons qui ne représentent, bien entendu, que l'intérêt de la somme, pourraient être négociés comme tous les autres coupons de rente.

LA FLOTTE DE MER DU PORT DU LOUVRE

Nos lecteurs se souviennent que nous avons annoncé les premiers arrivés au port du Louvre d'une véritable flottille de bâtiments de mer, grâces à la cour extraordinaire de la Seine. Voici les noms des navires qui sont en ce moment au port du Louvre :

Deux bâtiments à hélice de la compagnie *Saint et Amable*, à MM. Gaudet;

Un bâtiment à hélice, le *Vélce*, à M. Marcot, du Havre;

Un autre grassement à hélice, le *Commerce*, à M. Johnson, de Bordeaux;

Deux petits bâtiments à voiles, à deux mâts, venant, dit-on, d'Angleterre.

Ainsi que nous l'avons dit, une toute nombreuse stationne devant les bâtiments. Nous avons entendu dire que Napoléon III était caché dans un des deux petits navires à voile; on parlait d'aller chercher la poutre, lorsque des gens plus raisonnables ont fini par faire comprendre à la foule que ces bâtiments amenaient tout simplement des marchandises.

Cinq canonnières de l'Etat remontent en ce moment la Seine; elles étaient hier à Poissy, et elles stationneront constamment à Paris, qui va devenir une petite station navale.

LE 16 MARS A CHISLEHURST

On sait que c'est le 16 mars que le prince impérial a eu, si on se souvient, son jour de gloire. On se souvient aussi que ce jour-là, la majorité légale. Un certain nombre de notabilités du parti bonapartiste s'étaient rendus à Chislehurst à cette occasion. C'étaient notamment MM. le prince Lucien Bonaparte, le duc de Bassano, le comte Daviery, le comte Clary, le duc de Montmorency, le prince et la princesse de la Moskova, le comte de Benedetti, le comte Raynaud de Choiseul, Dolfus, le baron et la baronne de Bourgoing, le comte et la comtesse de La Pèze, le comte de La Bédoyère, Sirord, Arthur Meyer, le baron Corvisart et Commau fils, etc.

A dix heures et demie, la famille impériale a reçu les visiteurs, puis tout le monde s'est rendu à la chapelle. A deux heures, grand lunch, suivi d'audience particulière pour chacun des assistants. La journée a été terminée par un dîner de famille.

UN BIENFAITEUR DES ANIMAUX

On remarque depuis quelques jours aux abords du pont des Saints-Pères un préposé d'un nouveau genre, portant sur sa casquette, inscrites en lettres d'or, les mots : *Société protectrice des animaux*. J.-J. de Gama-Machado. La fonction de ce préposé est d'empêcher, conformément à la loi du 2 juillet 1860, les charretiers et les cochers de maltraiter les animaux.

Ce préposé est localisé au pont des Saints-Pères, par expresse disposition testamentaire faite en 1861 par M. J. de Gama-Machado, qui a, à cet effet, légué 10,000 fr. à la Société protectrice des animaux.

SUICIDES, ACCIDENTS, ETC.

M. Léopold D... banquier, demeurant rue Tronchet, a été si malheureusement jeté à bas d'un cheval, hier, aux Champs-Élysées, qu'il a été relevé avec deux côtes brisées et transporté chez lui dans un état désespéré.

Mme Adèle G..., domiciliée rue des Bons-Enfants, s'est suicidée hier par asphyxie.

Hier, vers quatre heures, a été tué, rue Montmartre, un chien enragé qui venait de mordre un homme d'un certain âge, le sieur D..., marchant avec des béquilles.

On a arrêté hier le nommé Pierre Verrou, malheureux que la police recherche depuis longtemps, et qui a commis un nombre de vols considérables souvent accompagnés d'effraction et d'attaque à main armée. Verrou, qui s'est égaré dans la nuit contre les agents, a été écroué au dépôt.

— La femme Joséphine Poisson, ouvrière en dentelles, a été trouvée morte hier dans le bois de Saint-Mandé. Elle tenait encore dans sa main crispée un rasoir dont elle s'était servi pour se couper la gorge. C'est la misère qui l'a poussée à cet acte d'espérance.

UNE VICTIME DE LA COMMUNE

Un modeste convoi prenait hier le chemin du cimetière Montparnasse, emportant Auguste Duplet vers sa dernière demeure. La Commune, qui avait tout le monde, mit aussi un chapelet dans les mains de Duplet, alors employé au ministère des finances, et l'envoya à une barricade défendre les idées de M. Félix Pyat et consorts. Les tristes événements qui suivirent l'entrée des troupes versaillaises dans Paris, produisirent une profonde impression sur la mémoire du pauvre diable, et ses facultés mentales subirent une violente atteinte.

Le 4 février dernier, Auguste Duplet fut très épouvanté à la vue de l'aurore boréale qui couvrait Paris d'un ciel embrasé.

— Les misérables, s'écria-t-il dans un accès de fureur, ils mettent encore le feu à Paris !

Ce fut pour le malheureux le coup de grâce, il s'enfuit du domicile de sa famille et courut se précipiter dans la Seine. Son cadavre a été recueilli par un ami sur une des dalles de la Morgue, et rendu à sa famille.

LE CONDAMNÉ À MORT LUCIFIA

Le condamné Lucipia est malade, et très dangereusement. On sait qu'il reçut une balle à la cuisse, en défendant la barricade de la Grande-Rue de Montreuil. Sa blessure, qui n'a jamais été parfaitement guérie, s'est ouverte ces jours derniers, par suite d'une imprudence, et le malade est maintenant dans un état très inquiétant. Sa situation se complique d'un anévrisme dont il souffrait depuis plusieurs années, et qui a repris maintenant toute sa violence d'autrefois. Lucipia, par ordre du médecin, a été transporté d'urgence à l'hôpital militaire.

LA ZONE LA PLUS PEUPLEE DE PARIS

La densité de la population des divers quartiers de Paris, d'après un recensement tout récent fait à la préfecture de la Seine, varie de 50 à 1,500 habitants par hectare. Elle est en moyenne de 250 habitants.

La zone dans laquelle on compte plus de 1,000 habitants par hectare s'étend à l'ouest, jusqu'à la rue Louis-le-Grand, au nord jusqu'à la rue Richer, à l'est jusqu'à la place Royale, au sud jusqu'à la rue de Rivoli et les quais. Elle traverse la Seine au milieu de l'île Saint-Louis pour aller occuper sur la rive gauche les parties basses des 5^e, 6^e et 7^e arrondissements jusqu'à la rue de l'École-de-Médecine au sud et la rue du Bac à l'ouest.

Comptant 10 0/0 d'escompte

Ce des CAVES GÉNÉRALES. (Voir Annonces.)

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

(Par voie télégraphique.)

ITALIE

Rome, 18 mars.

Chambre des députés. — Discussion des projets financiers. — M. Sella, ministre des finances, défend ses projets contre les attaques de l'opposition. Il accepte l'ajournement de l'impôt sur les tissus; il s'attache à démontrer l'utilité de la loi sur les banques de la Trésorerie; il accepte aussi l'ajournement de l'impôt de consommation. M. Sella dit que si l'équilibre du budget n'a pas été atteint, ce sont les événements politiques qui en sont cause. Il défend l'augmentation de la circulation des billets de banque, ainsi que les autres propositions présentées. Il explique, à l'aide de calculs financiers, et défend la conversion de l'emprunt. Il dit que le ministre de la guerre a fait un rapport au conseil des ministres. Il repousse le reproche fait par M. Rattazzi au ministère de ne pas être venu à Rome avec des moyens moraux. Il invite la Chambre à déclarer si le ministère a, oui ou non, sa confiance. (Applaudissements.)

M. Rattazzi, prenant la parole pour un fait personnel, défend sa conduite à l'égard de M. Menotti Stuardi, qui a été politique fut au lieu, mais que l'État n'a pas eu le temps de suivre, et qu'elle était nécessaire pour éviter des dangers plus grands.

ESPAGNE

Madrid, 18 mars.

La Correspondance publie une lettre de M. Montemayor, neveu du maréchal Espartaco, déclarant que son oncle refuse toute candidature à la députation.

La lettre ajoute que le maréchal Espartaco déplore l'état de division auquel sont arrivés ceux qui devraient être toujours les plus énergiques ennemis de la liberté acquise au prix de tant de sacrifices. Le maréchal désire voir disparaître ces divisions et consolider les institutions que l'Espagne s'est données. Il conseille l'union à tous les libéraux et, pour que sa voix puisse être entendue, il déclare qu'il veut se retirer en dehors des luttes ardentes de la politique qui, du reste, sont peu compatibles avec son grand âge.

ANGLETERRE

Londres, 18 mars.

Chambre des lords. — Lord Granville répondant à lord Malmesbury dit que le gouvernement devant envoyer une réponse à M. Fish, il est impossible de fixer l'époque à laquelle il communiquera la correspondance, et de dire si elle sera soumise aux négociations.

Chambre des communes. — M. Gladstone répondant à M. Disraeli dit que la réponse de M. Fish est datée du 27 février; elle est très amicale, très courtoise, mais elle n'accepte pas les vues de l'Angleterre. La réponse du gouvernement anglais sera remise au général Schomberg avant jeudi, afin qu'elle puisse partir pour l'Amérique cette semaine. M. Gladstone demande à la Chambre de montrer la même patience que le Congrès américain. Quant à la correspondance, il la communiquera aussitôt que l'intérêt public le permettra.

L'EMPRUNT PÉRUVIEN

Le gouvernement péruvien annonce, en ce moment un emprunt de 920 millions, destiné à l'acquisition de sa dette extérieure, et à l'exécution de grands travaux publics. Cette opération financière appelle par son importance l'attention du public sur la République du Pérou.

Cet état est l'un des plus florissants de l'Amérique du Sud. Par la richesse de ses mines, le Pérou s'est acquis une réputation de fortune devenue proverbiale, et cependant les discussions politiques, les luttes incessantes des partis empêchent cette prospérité naturelle de porter tous ses fruits.

Depuis plusieurs années, le calme et la tranquillité ont heureusement rétabli. La nation, délivrée par la triste expérience des révolutions passées, désireuse d'ordre et de paix, ne songe plus qu'à son travail, aux progrès de l'agriculture, aux bienfaits de la civilisation moderne.

Grâce à cette amélioration de l'esprit public, grâce aussi à l'impulsion d'un gouvernement habile, les transactions de toute nature ont pris une extension merveilleuse, les entreprises se multiplient, les exploitations de mines se sont considérablement développées, et aucune des nombreuses richesses naturelles de cet état n'est négligée.

Ainsi, le guano, dont la vente annuelle, en Europe et aux États-Unis, s'élève, en 1860, à 610,000 tonnes. Les dépôts de selpêtre, qui se trouvent au Pérou en quantités réellement incalculables, ne donnaient lieu, en 1860, qu'à une exportation de 510,000 tonnes; en 1871, ce chiffre s'élevait à 4 millions de tonnes.

Les résultats sont moins remarquables ont été obtenus pour les principales cultures du pays : le sucre et le coton. Pendant les dernières années, la culture de la canne à sucre, tout en souffrant largement aux besoins du pays, par l'exportation d'importantes quantités au Chili, en Californie et à New York.

Avant, le trafic des ports s'est-il accru de la façon la plus satisfaisante. Pour le seul port de Callao, le tonnage, qui était de 988,000 tonnes en 1865, s'est élevé à 1,816,000 tonnes en 1869.

Ces résultats officiels indiquent assez combien s'est améliorée la situation générale de l'Etat. A mesure que le commerce s'étend, les fortunes augmentent, le bien-être se ressent d'un changement si heureux, et la prospérité publique devient le meilleur garant du bon ordre.

Pour mener à bonne fin les projets si utiles qui a conçus, le gouvernement péruvien va faire appel au crédit. Sur le produit de l'emprunt annoncé, il doit consacrer 378 millions aux travaux publics. Le reste des fonds de for, au moyen de ces ressources, sera porté à 2,885 kilomètres à achever en deux ou trois ans. Il est impossible de mesurer l'influence qu'exerceront ces voies de communication nouvelles sur l'agriculture et le commerce; mais on peut, sans présomption affirmer que l'Etat en sera plus heureux. Les revenus publics, si sensibles aux fluctuations des fortunes privées, s'en ressentiront de la façon la plus avantageuse, si bien que l'on peut dire qu'en dehors même de toute autre garantie, l'emprunt a pour gage l'ensemble des chemins de fer qui lui sont destinés à créer.

Les budgets du Pérou se soldent au surplus en excédents. Le budget présenté par le ministre des finances, au dernier Congrès, pour les années 1871-72, accuse un bon de cinq millions de francs, or, les impôts actuels sont des plus modérés, et, si l'on était besoin, le gouvernement péruvien n'aurait qu'à frapper d'une taxe minime par tonne le selpêtre exporté en quantités considérables pour accroître sensiblement ses recettes.

Les revenus des douanes, qui suivent une progression marquée par le seul effet de l'accroissement des échanges, font prévoir, d'ailleurs, que cette taxe sera inutile.

La situation de l'Etat péruvien, on le voit, mérite toute confiance et offre toute garantie. Aussi le succès de l'emprunt annoncé ne paraît-il pas douteux.

Par un prompt amortissement, le souscripteur est assuré de recouvrer à un terme rapproché son capital, sous d'une prime de remboursement assez importante, l'emprunt étant émis à 77 1/2 pour cent.

L'émission se fait à Londres. Dans les conditions où se trouve la France, à l'approche de l'emprunt national de trois milliards, les banquiers chargés de l'emprunt péruvien ont jugé convenable de ne l'émettre qu'à l'étranger. On ne peut que les en féliciter.

HOMMES ET CHOSES

L'amour du pouvoir est le plus ténace au cœur de l'homme, les autres n'ont qu'un temps, ce sont ceux flambeaux. Ce qui procure en jouissance est infini, comme le domaine de la pensée, et bien rares sont les hommes qui résistent à ses séductions.

C'est ce que disent les orléanistes en s'écroulant, chaque matin, des hésitations du duc d'Aumale. Il y a, dans tous les partis, des insatiables et les aventuriers qui veulent braver les courtes et trouvent toujours le fruit mur, surtout quand c'est une poire. Mais M. d'Aumale a été exilé de Paris pendant vingt-trois ans; il est convaincu de n'avoir pas vu vieillir depuis 1848, et retrouve les vingt-sept ans qu'il avait alors.

Pourquoi en vouloir à ce jeune homme de sa verdeur et de sa fougue. Serré des plaisirs qu'on ne goûte qu'à Paris, passionné des théâtres, aimant les bons dîners, les soupers fins, les conversations fines et... académiques, laissez-le jeter sa gourme et son feu.

Que venez-vous l'ennuyer de toutes vos combinaisons politiques auxquelles il ne veut rien entendre ! Elles ne sont pas déjà si belles, les occasions dont vous parlez, et qui lui offraient le pouvoir ! Et puis, pourquoi lui ? Est-ce qu'il est le chef de la famille, est-ce qu'il n'y a pas son neveu ?

Mais voilà, parce qu'il est riche à millions, et si l'on pourrait jeter l'argent par les fenêtres, si c'était dans son tempérament, on veut à toute force en faire un saisisseur de pouvoir, comme si tout ce qui brille était d'or ! Ah ! que vous le connaissez mal, ce prince bon enfant ! Il n'en verra rien, puisqu'il a tout ; il veut faire feu qui flambe longtemps, à la manière dont Lauzun, Richelieu, lord Seymour, entendaient la vie, et la meilleure.

Vous, messieurs les ambitieux qui pensez autrement, vous êtes dans la faux, et la preuve, c'est que le comte de Paris ne bouge pas. Cela lui va, à ce chef des Bourbons cadets, que son oncle soit ainsi; cela lui plaît de lui voir accaparer toute la popularité, et lui ne veut pas accaparer la popularité de ses oncles, mais il veut que ce soit de ses oncles, et c'est un rôle, et que le fils attend son heure sous le masque comme Brutus.

Maître, il y a longtemps qu'il lui a dit : « Mon oncle, tu nous ennuies; ôte-toi de là ! » Et l'oncle serait parti, car on est très respectueux dans la famille; les liens de la parenté y sont toujours en grande vénération, on n'y prend jamais la place des autres, et cette belle honnêteté sert d'enseigne à la raison sociale.

Tout n'est-il pas pour le mieux ?

C'est le retour du printemps, au complet; les pêcheurs et les arbricots sont en fleurs; fleurs précoces et qui font gémir les jardiniers, fort en peine des fleurs tardives que fleurs présentent les vents. Les lilas ont déjà de toutes petites feuilles d'un vert tendre, et les fleurs montent à l'extrémité des tiges leurs grappes bien formées et prêtes à s'élever. Dans huit jours on les coupera, à la grande joie des demoiselles.

C'est toujours ainsi dans la vie; on espère et l'on gémir. Quand ce n'est pas la nature qui est en jeu, c'est la politique. Je jure que la nature est beaucoup plus intéressante pour ceux qui peuvent se passer de la politique; mais, aujourd'hui, qui peut se vanter d'y être indifférent ? Trop, trop de politique !

Dimanche, il y avait courses au Vésinet; ce sont les premières depuis la guerre; l'an passé, les ponts sur la Seine étaient encore rompus à Chato et à Rueil. On espérait que ces courses seraient brillantes; ce n'a été qu'un long fracas. On a été obligé de faire courir les chevaux deux fois pour remplir le programme. Ce turf est impossible, disent les sportsmen, il est condamné.

Ce n'est la faute de personne, la mode ne s'en engagera jamais, et l'on abandonnera le Vésinet à sa destination. C'est un pays charmant, le plus joli assurément de tous les environs de Paris, et il formera une colonie florissante lorsqu'il sera administré autrement.

En attendant, Saint-Germain ne se plaint pas des courses; ces jours-là, ses restaurants ne désespèrent pas, et la fête, qui devrait se circonscire en bas, s'élève sur la terrasse. Ainsi va le monde; aux uns le bruit et le fracas, aux autres les bénéfices.

Les deux anciens comités, Jules Favre et Jules Simon, font des agaceries à la gauche; ils semblent avoir cessé le rêve de rentrer un de ces jours dans ce giron, d'où les ont expulsés leurs palinodies et leurs abandons. Ils croient bien qu'ils en seront pour leurs souvenirs, car leur talent faussé, et qui s'est égaré à toutes les ronces du chemin, ne tentera plus les masses.

Cependant, que deviendra M. Jules Simon si, comme on le dit, de graves dissentiments se sont élevés entre lui et M. Jules Dufaure, à propos des cultes. Cette division des cultes, depuis bien longtemps, a toujours voyagé d'un ministère à l'autre. Tantôt on l'attribuait à la justice, tantôt à l'instruction, selon les personnes, selon que le ministre était possible ou non.

On s'est toujours étonné qu'ils aient été laissés à M. Jules Simon, qu'on a prétendu lui en instant, et qui, dans tous les cas, doit faire très mauvais ménage avec les évêques, malgré la souplesse de son échine. La plus petite cure de France ne peut lui pardonner d'avoir été le complice de M. Motu pour la proscription des saintes images dans les écoles.

M. Simon, qui n'est pas banquier, ne finira pas comme M. Motu; mais si on lui ôte les cultes, après un si long exercice, il aura là une belle occasion de donner cette démission dont il parle sans cesse. Son cœur débordé d'amertume au souvenir de toutes les ingratitudes dont on a payé ce grand croyant; il ne tient pas à lui, on le voit, aller, à ce portefeuille, à l'envie de tout, et s'il n'est pas par là effectivement rivié à ses flancs il le rendrait.

Mais, dit-il, pour expliquer son apparente ténacité, comment abandonner un poste qui m'a été confié par le peuple ? Est-ce que mon nom, ce nom-là, Jules Simon, n'a pas été acclamé par le peuple ? Est-ce que le peuple ne m'a pas confié l'avenir de ses enfants en m'ordonnant d'en faire des hommes ?

Est-ce que le peuple n'attend pas de moi cette loi fameuse qui doit le régénérer, et dont une commission jalouse m'arrache, une à une, les plus belles dispositions ? Oui, peuple, tu l'auras ta loi, telle que je l'ai rêvée dans ma mansarde de la place de la Madeleine, et c'est alors seulement que je demanderai à la retraite le repos et la tranquillité d'âme.

Quoi qu'il arrive, peuple, dis-toi ceci : C'est que depuis que le monde est monde aucun homme n'aura avalé autant de couleuvres pour ton bonheur !

CHRYSALE.

LES TRIBUNAUX

6^e CONSEIL DE GUERRE (Versailles)

Audience du 18 mars

AFFAIRE DE LA RUE VINO. — QUARANTE SEPT VICTIMES.

(Voir la Liberté des 13, 14, 15, 16, 17 et 18 mars.)

On entend les derniers témoins, qui déposent sur des faits peu importants et donnent quelques renseignements sur quelques-uns des accusés.

L'intérêt s'est concentré sur la déposition de M. Victor Thomas, neveu du général Clément Thomas. Ce témoin, qui n'a pu malheureusement se rendre à l'audience, raconte d'une manière saisissante l'incendie des Tuileries.

Sous la Commune, M. Victor Thomas s'était fait attacher à l'état-major de Bergeret pour rechercher les assassins de son oncle, et il est resté avec Bergeret jusqu'au dernier moment. Il a donc tout vu, sa déposition, lue à l'audience, jette un jour important dans ces débats, relativement à la culpabilité de l'un des accusés, le nommé Bénéot, et donne en même temps l'exacte mesure du rôle joué par Bergeret dans les massacres et les incendies.

Voici la déposition de M. Victor Thomas : Le 23 mai, les obus commencèrent à tomber sur les Tuileries. Alors le général Bergeret, vers cinq heures et demi du soir, fit demander près de lui tout son personnel. A l'entour de lui se trouvaient réunis Bénéot, Dardé, Servat. La réunion comprenait également les officiers de service aux Tuileries. Bergeret distribua à chacun d'eux un fusil chargé de faire évacuer le matériel, Bénéot, de faire les préparatifs d'incendie et de mettre le feu au palais. Il n'était pas plutôt désigné qu'il cria : « Je m'en charge ! » Aussitôt il se mit à courir, de balais, de tous les ustensiles incendiaires pour jeter le pétrole contre les murailles et répandre la poudre dans les escaliers et les appartements.

Un baril de poudre fut placé au rez-de-chaussée du pavillon de l'Horloge, de grandes quantités de munitions furent placées dans la salle des Maréchaux. Pour tous les autres locaux, il fit s'entourer de pétrole les parquets et les murs, il ménagea une trainée de poudre de l'angle de la cour intérieure au rez-de-chaussée du pavillon, pour que le feu fût très facilement communiqué. Il coula lui-même allumer la poudre au commencement de la trainée quand tout le monde serait parti, et comptait ensuite se replier sur le Louvre pour jeter le feu à l'entour.

Je n'ai vu de Bénéot que vers dix heures, tous ces préparatifs, et j'affirme que Bénéot a accepté et joué le rôle que je viens de dire.

Bergeret, moi et tous les autres nous nous sommes retirés sur le Louvre, à neuf heures et demi du soir; Bénéot resta seul avec quelques fédérés aux Tuileries pour diriger l'incendie. De dix à onze heures, Bénéot revint au Louvre, on se mit à souper. Après le café, vers minuit, Bénéot proposa d'aller jeter du coup de feu la terrasse du Louvre. Vers deux heures du matin, nous étions formés et prêt à partir. Tous les fédérés passant les portes du Louvre furent immédiatement en émoi; Bergeret les rassura, en leur disant : « Ce n'est rien, ce sont les Tuileries qui s'allument. » J'ignore qui a mis le feu à la bibliothèque du Louvre.

Après l'explosion des Tuileries, Bergeret a écrit ces mots au crayon : « Les derniers vestiges de la royauté viennent de disparaître, je désire qu'il en soit de même de tous les monuments de Paris. » Je portai immédiatement ce billet au comité de salut public qui se tenait à l'hôtel de ville. A mon retour, Bergeret avait disparu. Je m'attachai alors aux pas de Bénéot qui commandait en son absence.

Nous quittons le Louvre pour nous rendre à la mairie du onzième arrondissement. Le lendemain 25, nous étions à la mairie du vingtième, et le 26 au secteur de la rue Haxo ; là, dans la cour de ce secteur, Bénéot, au mépris des ordres contraires du délégué à la guerre, a fait fusiller dans l'après-midi, un détachement de six prêtres et de cinquante gendarmes. J'ai vu dans les ap- pendants de Bénéot au Louvre des services de table aux armes imprimées, verres, cristaux, porcelaines, etc. J'ai aussi remarqué une voiture et un cheval réquisitionnés par Bénéot pour Bergeret; c'est moi qui suis allé rendre cette voiture et ce cheval, et j'ai relevé le bon de réquisition signé Bénéot. A l'état-major de Bergeret, Bénéot tuait tout le monde.

La liste des témoins étant épuisée, M. le commissaire du gouvernement prend la parole. Son réquisitoire est très court, mais très énergique, et en même temps d'une grande élévation de pensées.

En terminant, le commissaire du gouvernement a pu s'empêcher de blâmer ceux des témoins dont nous avons plusieurs fois signalé les hésitations suspectes.

Ils ont été nombreux, dit-il, et vous vous

rappelez combien peu ont cherché à éclairer la justice; ils ont tout nié, ils n'ont rien voulu dire. Honte à eux ! Ce sont des complices... ou ce sont des lâches.

L'audience est renvoyée à demain mardi pour entendre les plaidoiries.

GOVERNEMENT PÉRUVIEN

EMPRUNT CONSOLIDÉ 5 0/0 1872

15,000,000 L. st. d'Obligations pour la Construction de Chemins de fer et autres Travaux publics

21,800,000 L. st. des mêmes Obligations pour pourvoir à l'amortissement de la Dette actuelle.

Les Obligations sont remboursables par voie de Tirages semestriels, au moyen d'un fonds d'amortissement de 2 0/0 par an, à partir de juillet 1872.

LE PRIX D'ÉMISSION EST DE 77 1/2 0/0

L'emprunt de 15,000,000 L. st. pour les Chemins de fer et autres Travaux publics est autorisé par une loi du Congrès national, en date du 24 janvier 1872, et le surplus de l'emprunt destiné à la conversion de la dette actuelle, Pérou en date du 23 juillet de la même année.

L'Obligation générale porte que le Gouvern- ment péruvien s'engage à ne frapper d'au- cune taxe les titres de cet Emprunt.

MM. J. HENRY SCHROEDER et Co et STRAN Brothers sont autorisés à offrir à la souscription publique les Obligations représentant cet Emprunt, aux conditions suivantes :

1^o Les Obligations seront au porteur et divisées en coupures de 1,000 L. st., 500 L. st., 200 L. st., 100 L. st., et 50 L. st., portant intérêt au taux de 5 0/0, payables par coupons semestriels à partir du 1^{er} juillet 1872, au moyen d'un fonds d'amortissement de 2 0/0 par an sur le capital nominal, et au moyen de l'intérêt sur les Obligations remboursées.

Les Obligations sorties seront payées, avec intérêt, trois mois après la date du tirage ; 2^o Le Gouvernement Péruvien se réserve le droit d'augmenter le nombre d'Obligations à tirer à chaque semestre ; 3^o Le prix de souscription est de 77 1/2 0/0 payable comme suit, soit :

M. Satet, chanteuse, prêtait leur concours à la Société philharmonique.

M. Lévêque conduisait l'orchestre.

Singulière destinée que celle de Préal de Wedel, qui a été fusillé ce matin, un an jour pour jour après l'insurrection!

L'hôtel de la princesse Mathilde, rue de Courcelles, est présentement habité d'une singulière façon.

Tout le matériel abandonné des diverses ambulances du siège de Paris est empilé là, depuis les voitures jusqu'aux boîtes à pharmacie.

On pense si la demeure princière doit être dans un bel état.

Brissy, dont la peine a été commuée, comme on sait, au bannissement, vient d'arriver à Gènes.

M. d'Arnim est prochainement attendu à Paris, revenant de Rome.

C'est décidément le 20 avril que le roi et la reine de Danemark, venant d'Italie, sont attendus à Paris.

On sait que leurs Majestés, qui voyagent en ce moment sous le titre de comte et comtesse d'Alstein, prendront en France celui de comte et comtesse d'Arhous.

On sait que le général B... est apothicaire et un peu chirurgien.

Or, il y a un mois, il rencontra un sien créancier, dont le nez était orné d'une verrue pyramidale.

— Ah! mon Dieu! lui dit le général; qu'est-ce que vous avez là? Je vais vous enlever ça tout de suite.

— Hum! fit le créancier.

— Ne craignez rien, je suis très habile.

— Alors, essayons.

Le général essaya, et réussit... à déformer complètement et définitivement le nez de son créancier, qui est aujourd'hui gros comme un concombre.

Quinze jours après, l'opéré rencontra l'opérateur.

— Dites donc, fit-il avec rancune... si vous me rendez mon argent?

— Votre argent! fit le général avec dignité; c'est pour l'opération. Nous sommes quittes!

Entendu à la porte de l'église Saint-Roch :

— Alors, l'archevêque de Paris supprime définitivement les poètes dans les cérémonies nuptiales?

— Il paraît que oui... Il trouve suffisantes les torches et l'hymen.

— Soit; mais comment feront ceux à qui leurs femmes apportent de la braise?

DON SPAYENOT.

LES THÉÂTRES

Ce soir mardi, au Théâtre-Italien, reprise de *Lucrezia Borgia*.

On annonce trois séances de musique de chambre, dans la grande salle des concerts du Conservatoire, données par MM. Allard et Franchomme, avec le concours de MM. Francis Planté et Louis Diémer.

La partie vocale sera remplie par Mmes Viardot et Carvalho.

La première séance aura lieu dimanche prochain 24 mars; la deuxième, le lundi de Pâques, 1^{er} avril; la troisième, le dimanche 14 avril, à deux heures précises.

On s'adresse, pour la location des places, au *Ménestrel*, 2 bis, rue Vivienne, chez M. Heugel, éditeur de musique.

Pour toute communication particulière,

s'adresser à M. J. B. Wexlerin, secrétaire du comité, 22, rue Saint-Georges.

On a donné samedi, aux Folies Dramatiques, un petit acte de M. Busnach intitulé : *Dans le Mouvement*, qui a parfaitement réussi.

Malheureusement la pièce de M. Busnach se joue de si bonne heure que nous sommes arrivés au moment où le rideau tombait au milieu des applaudissements.

Frédéric Lemaître et M^{lle} Raucourt, créant les principaux rôles du drame qui se répète à l'Ambigu sous ce titre : *Le Portier du numéro 15*.

Ils seront secondés par Paul Clèves, Vollet, Mangin, Seiglet, Monibars, Brelet, Fleury, Thuilly; Mmes Rénée d'Abzac, Elise Beaujard, Marie Leroux et Valentine Aublain.

M^{lle} Marie Secrétain, un pianiste de talent, a donné samedi un grand concert à la salle Herz.

Nous avons particulièrement applaudi la jeune bénéficiaire dans sa fantaisie sur *Faust* et dans un duo pour piano et violoncelle, sur le *Pardon de Ploërmel*, qu'elle a exécuté, avec M. Delsart, d'une façon remarquable.

La soirée s'est terminée par la charmante comédie de M. Caraguel : *le Bougeoir*, un des plus jolis petits ouvrages qui fassent partie du répertoire de la Comédie-Française.

Mme Richault et M. Gouget ont interprété de façon à satisfaire les plus difficiles.

M. Louis Gallet, l'auteur du livret de la *Coupe du roi de Thulé*, couronné au concours de l'Opéra, il y a deux ans, et de plusieurs ouvrages actuellement en répétitions, vient de terminer un volume de poésies intitulé *Patricia*, qui doit paraître cette semaine chez l'éditeur Michel Lévy.

En voici la préface qui, nous l'espérons, donnera à nos lecteurs l'envie de parcourir ces pages charmantes, dont plusieurs ont été recitées dans les salons par M^{lle} Arnould-Plessy, de la Comédie-Française.

Ce petit livre est né de ces jours de souffrance où le corps défaillait, mais le cœur ferme et vaillant, armé pour le salut, nous attendions la France!

Il m'a été un moment un parfum d'espérance; Et peut-être vient-il un peu tard ou... trop tôt!

Il vient trop tard pour ceux dont la fièvre est calmée, Qui, naguère, griffés d'orgueil et de fumée, De leurs serments trop prompts veulent se délier Et disent que, le germe sous le joug qui l'accable, Le sage doit subir un mal irréparable, Que les morts sont bien morts et qu'il faut oublier!

Il vient trop tôt pour ceux qui n'ont pas encore Cherché à l'horizon une lueur d'aurore, Sachant combien leur nuit sera lente à finir.

Mais ceux-là, du moins, dont la blessure est vive, L'accueilleront sans voir à quelle heure il arrive: S'il n'est pas la promesse, il est le souvenir.

Jennius

A LA DEMANDE GÉNÉRALE la distribution des violettes de Parme commencera

AU PRINTEMPS

Le 21 Mars, boulevard Haussmann et rue de Provence

JARDIN D'ACCLIMATATION DU BOIS DE BOULOGNE

Les abonnements d'entrée pour l'année 1872 sont ainsi fixés: Hommes, vingt-cinq francs; dames, enfants de plus de 7 ans, dix francs.

A choisir 100.000 douz. de mouchoirs pur fil, C^{ie} Irlandaise, 36, rue Tronchet. — Spécialité.

PAUVRE DIABLE

3, rue Montesquieu, près le Palais-Royal

EXPOSITION

DES NOUVEAUTÉS DE PRINTEMPS

Envoi sur demande du Catalogue général

CESSATIONS DE PAYEMENTS

SYNDICAT

Sont invités à se rendre, aux jours et heures ci-après, au Tribunal de commerce, salle des assemblées, pour assister à l'assemblée dans laquelle le juge-commissaire doit les consulter, tant sur la composition de l'état des créanciers présentés que sur la nomination de nouveaux syndics, MM. les créanciers:

MARCHAND (Oscar), tenant hôtel meublé et fabricant d'appareils à gaz à Paris, rue du Temple, 64, le 23 courant, à deux heures précises.

HILAIRE (Louis), ancien banquier à Paris, place du Louvre, 23, demeurant actuellement même ville, rue de Rivoli, 69, le 23 courant, à deux heures précises.

GARNIER (Victor-Louis), marchand de couleurs à Paris, rue Sainte-Anne, 38 bis, le 23 courant, à deux heures précises.

GROSSENAUD (Henri), commissionnaire en marchandises à Paris, boulevard de Strasbourg, 10, le 23 courant, à onze heures précises.

DRUG (Julien), marchand de vin en gros, demeurant à Vanves, route de Montrouge, 112, le 23 courant, à deux heures.

Du sieur SAINT (Thomas-Eugène), chemisier à Paris, passage des Panoramas, 54, le 23 courant, à onze heures précises.

BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 19 mars 1872.

La situation est sans changement en province; c'est toujours la faiblesse qui domine. Sur notre marché, on fait peu de choses aujourd'hui, tant en blés qu'en menus grains; toutefois, les prix ne baissent pas, ils se maintiennent même assez fermes.

Farines de consommation
La marque D est tombée à 68 fr.
Choix et marque D, 68 fr. — « — Rouges
marques, 66 fr. à 67 fr. — Sortes courantes et ordinaires, 64 fr. à 65 fr.

Farines de commerce
La farine est sans variation. Offres nombreuses.

Farines huit marques
Dispon., 67 fr. — Cour. du mois, 67 fr. — Prochain, 67 fr. 25 — à 68 fr. 25

Farines supérieures
Dispon., 66 fr. — Cour. du mois, 66 fr. — Prochain, 66 fr. 25 — à 67 fr. 25

Huiles
L'huile d'olive a acquis plus de fermeté; on traite quelques affaires sur toutes les époques.
Dispon., 103 fr. 50 — Cour. du mois, 103 fr. 50. — Prochain, 103 fr. 50 — Mai et juin, 100 fr. — Juillet et août, 96 fr. — 4 derniers, 94 fr.

Huiles de lin
L'huile de lin est en baisse.
Dispon., 87 fr. 50 — Courant du mois, 86 fr. 50. — Prochain, 87 fr. 50 — à 88 fr. 50

Trois-six
Même situation.
Disponable et cour., 61 fr. 50 — Prochain, 62 fr. 50 — à 63 fr. 50

Sucre
Prix faibles.

COTE COMMERCIALE
88^e saccharimétrique, 67 fr. 50 à 68 fr. — Livrables, 66 fr. 50 à 67 fr. 50. — Blancs n^o 3, 77 fr. 50 à 78 fr. 50. — Rafinés, suivant mérite, 150 fr. à 155 fr.

Tome I^{er}. — Vie de Saint Dominique.

Tomes II à VI. — Conférences de Notre-Dame de Paris et de Toulouse.

Tome VII. — Œuvres philosophiques et politiques.

Considérations sur le système philosophique de Lamennais.

Discours sur l'école libre.

— de Sorèze, 1856, 58 et 59.

— sur la loi de l'histoire.

La liberté de l'Italie et de l'Eglise.

En souscription à la Librairie POUSSIELGUE frères, 27, rue Cassette, 27, à Paris

ŒUVRES COMPLÈTES

R. P. H. D. LACORDAIRE

NEUF beaux volumes in-8. — Prix, pour les souscripteurs: 5 francs le volume franc. — Chaque volume sera payable, après réception, en un mandat sur la poste; envoyer en souscrivant le prix des deux premiers volumes, dont l'impression sera terminée le 19 mars; les autres suivront de mois en mois.

VENTES IMMOBILIÈRES A L'ENCHÈRE

ETUDE de M^{re} Charles DUVALL, avoué à Paris, rue Saint-Honoré, 189, successeur de M^{re} Louveau.

VENTE au palais de justice à Paris, le jeudi 22 mars 1872, à deux heures et demie de relevée.

D'UNE MAISON SISE Paris avenue des Ternes, n^o 45 (1^{er} arrondissement) Ternes, n^o 45

Mise à prix: 15.000 fr.
S'adresser audit M^{re} Charles Duvall.

ADJUDICATION, en la chambre des notaires de Paris, le même jour, à deux heures, par le ministère de M^{re} TOLLU, l'un d'eux, le mardi 10 avril 1872, à midi, en un seul lot:

1^o **CHATEAU PARC** MÉMORANT sis communes de Perthes, canton sud de Melun (Seine-et-Marne), contenant 119 hectares, clos de murs et sauts de coup.

2^o de 2 pièces de terre y attachant. Chasse exceptionnelle.

Mise à prix: 250.000 fr.
Entrée en jouissance immédiate.

S'adresser à M^{re} TOLLU, notaire à Paris, rue Ste-Anne, 69, qui délivrera permis pour visiter. Et sur les lieux, au garde.

ETUDE de M^{re} Paul ROCHE, avoué à Paris, rue de Grammont, 3.

VENTE au Palais de justice, à Paris, le mercredi 10 avril 1872, de:

1^o **MAISON A PARIS, MAGNAN, 27** (Quartier de la Porte-Saint-Martin). Superficie: 408 mètres 30 centimètres environ. Revenu d'impôt: 22.188 fr.

Mise à prix: 250.000 fr.

2^o **MAISON A PARIS, MAGNAN, 29** Superficie: 335 mètres 51 centimètres environ. Revenu d'impôt: 16.610 fr.

Mise à prix: 120.000 fr.

S'adresser, pour les renseignements, à M^{re} Paul Roche, Delaporte et Lamy, avoués.

ETUDE de M^{re} ROUSSEAU, avoué à Paris, rue de la Paix, 10, successeur de M^{re} Paul Dauphin.

VENTE au palais de justice, à Paris, le samedi 6 avril 1872, à deux heures, de:

1^o **MAISON A Paris, rue de Rome, 71.** Superficie: 100 mètres 50 centimètres environ. Revenu d'impôt: 350.000 fr.

Mise à prix: 350.000 fr.

2^o **MAISON A Paris, rue de Rome, 69.** Superficie: 100 mètres 50 centimètres environ. Revenu d'impôt: 180.000 fr.

Mise à prix: 180.000 fr.

Ces deux maisons de construction récente peuvent atteindre: La 1^{re} un revenu de 37.000 fr. La 2^e un revenu de 18.000 fr.

S'adresser pour les renseignements, à:

1^o Audit M^{re} Rousseau, avoué poursuivant, dépositaire du cahier des charges.

2^o M^{re} Hue, avoué à Paris, rue de la Paix, 4.

3^o M^{re} Aubon, notaire à Paris, rue de Rivoli, 17.

MAISON rue du Renard, 11 (ancienne rue de la Poterie-des-Arcs), à VENDRE, même sur une enchère, à la chambre des notaires de Paris, le mardi 10 avril 1872, à midi. Revenu brut, 8.900 francs. L'adjudicataire conservera 10.000 fr. pour le service de 2.000 fr. de rentes viagères. Mise à prix 80.000 fr. S'ad. à M^{re} Dufrout, not. 15, B. Poissonnière.

MAISON A PARIS-MONTMARTRE rue Joseph-Dijon, 11, à l'angle de la rue Hermet, à vendre, même sur une enchère, en la Chambre des notaires de Paris, le mardi 20 mars 1872, à midi. Revenu: 5.310 fr. — Mise à prix: 55.000 fr. S'ad. à M^{re} Péan de St-Gilles, n^o 2, r. de Choiseul.

VENTE au palais de justice, à Paris, le 3 avril 1872, à deux heures, en deux lots, qui ne seront pas réunis.

1^o **MAISON A PARIS** rue de la Harpe, n^o 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805,